

La Commission européenne veut mettre fin au droit de veto

par Thomas Oysmüller*



Thomas Oysmüller.
(Photo mad)

(CH-S) A travers les lunettes roses des responsables des médias suisses, l'UE apparaît comme un «partenaire» inoffensif mais accommodant, qui a certes ses petits problèmes, mais qui, dans l'ensemble, est assez fiable. Malheureusement, cette image ne correspond pas aux évolutions fulgurantes qui se produisent actuellement à Bruxelles. La Commission européenne s'efforce de toutes ses forces d'éliminer les opinions divergentes et de centraliser le pouvoir à Bruxelles. Une étape stratégique décisive dans ce sens est la suppression du principe de l'unanimité. Ce serait une capitulation totale pour les petits et très petits Etats de l'Union européenne.

Depuis longtemps, la résistance ne vient que d'Europe centrale – de la République tchèque, de la Pologne, de la Slovaquie et de la Hongrie, parfois aussi de la Croatie ou de la Slovaquie. On ne peut qu'espérer que le nouveau président hongrois, Peter Magyar, pourra continuer à défendre les intérêts de son pays avec autant de succès que son prédécesseur. Thomas Oysmüller, de la plateforme Internet tkp.at, analyse la situation après la défaite électorale de Viktor Orbán.

La Commission européenne profite dès sa victoire électorale en Hongrie pour s'attaquer au droit de veto. Il s'agit de priver définitivement les (petits) Etats membres de leur pouvoir en matière de politique étrangère.

Cela est révélateur non seulement de ce qui importe vraiment à la Commission européenne, mais aussi de ce qui la dérangeait réellement chez Viktor Orbán: les Etats-nations qui veulent faire valoir leurs propres intérêts dans la poli-

tique étrangère de l'UE. Immédiatement après la défaite électorale d'Orbán, Ursula von der Leyen a exigé la fin du droit de veto.

Orbán s'en était servi à maintes reprises pour bloquer la Commission européenne, au moins à court terme – notamment sur la question de l'adhésion de l'Ukraine à l'UE. Mme von der Leyen a salué ce résultat comme un «jour de fête» et une «victoire pour les libertés fondamentales». Elle a annoncé vouloir «intégrer» rapidement le nouveau gouvernement dirigé par Peter Magyar.

Le «Financial Times» explique déjà ce que cela signifie: Bruxelles aurait apparemment transmis à Magyar un catalogue de 28 conditions. Dès que celles-ci seront mises en œuvre, l'UE déblocquera les dizaines de milliards de fonds européens qui étaient bloqués depuis des années et qui ont durement touché l'économie hongroise. Mais ce n'est pas tout. Elle entend profiter de sa victoire électorale pour passer du principe de l'unanimité à celui de la majorité qualifiée. Une mesure que Viktor Orbán lui-même avait jusqu'à présent clairement empêchée.

Cela ne plaira pas non plus à de nombreux autres Etats, mais s'opposer réellement à Bruxelles ou se contenter de se plaindre, c'est une autre histoire. «Le passage au vote à la majorité qualifiée en matière de politique étrangère est une étape importante pour éviter les blocages systémiques tels que nous les avons connus par le passé», déclare Ursula von der Leyen aux Etats membres. Les gouvernements ultra-unionistes soutiendront Ursula von der Leyen, comme l'Autriche. Les grands Etats comme la France et l'Allemagne souhaitent de toute façon ce changement afin de préserver leurs intérêts face aux petits Etats membres.

Le député européen Martin Sonneborn critique vivement ces projets:

«Et tandis que vous entendez tantôt ceci, tantôt cela au sujet de la Hongrie, vous feriez mieux de vous tourner au plus vite vers Bruxelles, où Mme von der Leyen fait avancer à toute vitesse le projet de détournement de l'UE, de viol des traités européens et de dépouillage définitif des Etats-

* Thomas Oysmüller, né en 1990, a étudié la philosophie et les sciences sociales, est journaliste indépendant et a travaillé auparavant pour la radio en ligne allemande *detektor.fm*, quelques années pour *zackzack.at* ainsi que pour de petits journaux.

nations, comme s'il n'y avait pas de lendemain. Un projet qui n'a jamais été autre chose qu'une tentative de vous priver de votre pouvoir, chers citoyens, et qui, sous cette présidente de la Commission, est bien sûr dissimulé de la manière la plus odieuse qui soit.»

Les projets de Mme von der Leyen nécessitent une modification des traités, un accord de l'ensemble des 27 Etats membres. Le veto de la

Hongrie a été brisé, la Slovaquie est isolée, on entend très peu de critiques envers l'UE de la part d'*Andrej Babis* en République tchèque, et Bruxelles dispose en outre des moyens et des outils pour faire pression sur les gouvernements sceptiques.

Source: <https://tkp.at/2026/04/15/kommission-will-ende-des-vetorechts/>, 15 avril 2026

(Traduction «Point de vue Suisse»)